

UNEF ESU & PSU

Itinéraire d'un militant de base

Je suis entré au PSU en 1963, et en suis sorti vingt ans plus tard. Il est vrai qu'il n'y avait plus, alors, qu'un champ de ruines. Pour parodier le titre de l'album édité par Syros en 1980, « Notre espoir s'était écroulé ».

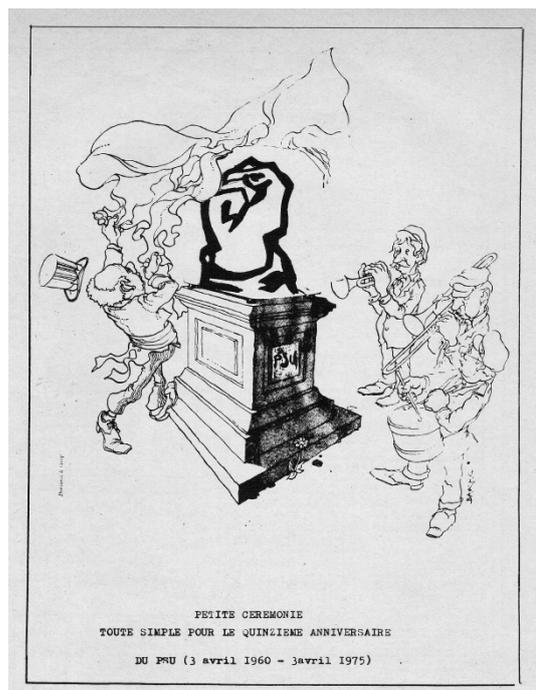
Mon premier souvenir politique : accompagner mon père, par un beau matin ensoleillé, chez un de ses amis. Ils avaient décidé de tirer un tract, vraisemblablement pour le M.L.P. (j'avais cinq ou six ans).

Moins précoce que mon frère cadet, j'ai attendu d'être étudiant pour rejoindre le PSU. Il est vrai que La Fère, petite ville de l'Aisne, n'était pas, fin des années 50 début des années 60, la ville la plus politisée du monde. De plus il n'y eut ni radio ni journaux à la maison pendant toutes les années 50 et une bonne partie des années 60, et, bien sûr l'on ne discutait jamais politique avec les enfants. Aussi ai-je fait, en 1958, partie deux jours du Comité de Salut Public collégien organisé par un de nos camarades collégien, issu d'une famille plus politisée. Comme il m'aidait beaucoup (euphémisme) pour mes versions latines, je m'étais laissé convaincre, et m'étais laissé donner une carte, un carton dessiné par lui. Sans prendre la chose trop au sérieux : j'avais proposé une action d'éclat : barrer la ruelle qui débouchait en face de la grille du collège/lycée, ruelle étroite, longue de 20 mètres, et où personne n'habitait. Proposition non retenue. Dès le lendemain, les choses me paraissant tout de même bizarres, j'ai « rendu » ma carte. Fort heureusement pour le latin, C. ne m'en a pas voulu.

Alors que j'étais en 1^{re}, mon père s'abonna à *Tribune du Peuple*, et je pus faire mon éducation. La guerre d'Algérie nous préoccupait fort, mes camarades et moi, et il est difficile de faire comprendre à mes enfants la joie et l'émotion qui m'ont submergé lorsqu'un beau matin, à la récréation de 10 heures, dans la cour du lycée, nous avons découvert dans un journal apporté par l'un d'entre nous le titre « C'EST FINI ! » barrant la une en caractère énorme. J'étais en terminale : en juillet, c'était le bac et l'université, ou l'Algérie. Ce fut donc l'Université.

Dès mon arrivée à Reims, j'ai adhéré à l'UNEF. Par ailleurs, je m'informais, déchiffrant à grand peine *France Observateur* ou *Le Monde*. Je me revois courant les marchands de journaux de Reims pour acheter *Tribune socialiste* et *France Observateur*, père du *Nouvel observateur*, le vrai bien sûr celui, des premiers numéros, pas la soupe libérale qui a pris sa place. Après avoir lu *La République moderne* de Mendès-France, j'ai franchis le pas, et j'ai rejoint le PSU en 1963. J'ai toujours un très grand respect pour cet homme politique, même si, assez vite, ses idées m'ont parues insuffisantes.

Mais je n'étais pas un bon militant. J'ai assisté à peu de réunions, et, président de l'association des étudiants préparateurs lettres (affiliée à l'UNEF bien sûr), je n'avais guère le temps de distribuer des tracts ou de coller des affiches. La vie chaotique et tourmentée de l'AGER (Association générale des étudiants de Reims), le rythme effréné des réunions - qui duraient, qui duraient..., l'AGER passant des « minos » au « majos » et réciproquement- étaient infernaux. J'ai accepté pour un temps d'entrer dans le bureau de l'AGER présidé par mon ami Jean-Claude Breton au poste d'archiviste (!), poste créé à ma demande, sans avoir jamais rien archivé. Puis, par hasard, et toujours pour rendre service à Jean-Claude, j'ai accepté le rôle de président de la section locale de la M.N.E.F. Je ne connaissais strictement rien à la protection sociale étudiante en y entrant, et guère plus en sortant, malgré les



explications de Jouet. J'ai bien fait rire M. Ghesquière, l'employé de la M.N.E.F., par mes bêtises, et n'ai guère fait que signer des courriers préparés par lui, et distribué quelques secours sur des dossiers préparés par le même.

Je ne me souviens pas avoir suivi quelques directives que ce soit du parti ou des ESU. À l'UNEF nos « guides » étaient le « Rapport Mousel » et *Les Héritiers*, de Bourdieu et Passeron. Je ne me souviens pas par ailleurs de réunions formelles d'ESU.

Je retrouvais souvent deux autres camarades ESU, Dominique Gaupillat, étudiant en médecine, et Alain Pauillart, étudiant en chirurgie dentaire, dans les cafés de la place d'Erlon, ces rencontres tenant lieu de réunions. Étions-nous plus nombreux ? Pas sûr ! En tout cas je ne m'en souviens pas. J'ai pourtant en mémoire deux « actions d'éclat ». La première est amusante : le « groupe » ESU (nous trois) avait décidé de sortir un journal. Un après-midi de printemps nous voilà donc tous les trois tournant la ronéo prêtée par un camarade directeur d'école, dans la cour de la dite école, sous le soleil de mai ou juin. La dernière page était libre. Nous vint alors à l'esprit de la remplir par de la publicité. Un accord fut rapidement trouvé : ce serait une page pour le *Nouvel Observateur*. Sitôt dit, sitôt fait, en nous demandant comment nous allions faire pour monnayer la chose. C'est que nous étions fort naïfs et ignorants des choses de la vie économique ! Et je venais de passer un an dans une École supérieure de commerce (E.S.C. Reims, une erreur d'orientation) ! Dois-je ajouter que nous ne reçûmes jamais d'argent ?

Passons à la seconde. La section PSU comptait parmi ses membres un jeune professeur de philosophie. Je suggérai d'organiser une conférence, sous un titre peu original « Qu'est-ce que le marxisme ? », ce qui fut fait. La conférence (un succès) ayant été enregistrée, je décidai de la faire publier par l'AGER/UNEF, sous forme de photocopie, avec l'accord de l'auteur bien sûr. C'est ainsi que je fus sans doute le premier à éditer Alain Badiou – car c'était lui. Il ne publia son roman *Almageste* que l'année suivante. Je note qu'il nous parlait déjà de la Chine et de Mao en termes élogieux ; et c'était bien avant la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne. Pour lui, l'Orient était déjà rouge.

Nous avons aussi tenté d'empêcher la F.N.E.F., organisation alors naissante, rivale de l'U.N.E.F. de s'implanter à Reims. Un exemple, ses premiers militants clamaient partout que, contrairement à l'U.N.E.F. qui n'admettait que des étudiants de gauche, n'importe qui pouvait s'inscrire à la F.N.E.F. Je me suis donc présenté au siège de l'organisation, demandant à adhérer. Démarche que je savais vouée à l'échec : j'étais connu, en particulier du secrétaire, frère d'une amie qui militait à nos côtés à l'U.N.E.F. Fort de ce refus, nous tirâmes un tract « payé avec l'argent de la cotisation refusée ». Ces « actions » font bien sûr penser à une politique de Bisounours. Mais il y avait aussi des choses plus sérieuses : j'ai fait partie d'une délégation de l'A.G.E.R./U.N.E.F. convoquée par le préfet pour se faire savonner la tête, après une manifestation interdite ayant pour objet de protester contre le déplacement des scientifiques à l'extérieur de la ville.... N'oublions pas quelques AG à Paris, une rencontre avec Nicolas Boulte quelques mois avant son suicide, et un voyage à Toulouse (1954) pour le congrès de l'U.N.E.F., congrès où fut théorisée « la mise en place d'un Enseignement supérieur, instrument de la promotion sociale et d'une formation permettant une réactualisation des savoirs tout au long de la vie¹ », sans que j'y sois pour rien.

En 1965, je migre à Lille. Aussitôt arrivé, me voilà à nouveau militant à l'A.G.E.L./U.N.E.F. (l'Association des étudiants en lettres). J'y retrouve quelques camarades ESU. Le jeu pour la prise du bureau de l'association était beaucoup plus serré qu'à Reims, entre les ESU, les étudiants communistes, les trozkistes lambertistes et quelques anarchistes. J'occupe une année le poste de trésorier de la « corpo ». Mais, pour l'instant, pas de réunions ESU. Je fréquente Jacques Plouviez, sans jamais savoir qu'il était membre du Bureau national des ESU ! Une partie de mon activité est réservée au MCAA de Bourdet, sans liens véritables avec la direction (je me souviens avoir assisté à une réunion à Paris rue Garibaldi, sans invitation, sans mandat, me demandant ce que je faisais là, et les dirigeants nationaux itou).

À mon arrivée à Lille, la situation du PSU était anormale : il existait deux sections, Lille-centre et Lille-banlieue. On adhérait, m'a-t-on dit, à l'une ou à l'autre non en fonction de son lieu de résidence, mais de sa tendance dans le parti. La situation va très vite se décanter par le départ d'une

¹ <http://paris8.unef.fr/unef-fr/notre-histoire/>

bonne partie des adhérents (du moins je le suppose ; j'assiste encore peu aux réunions de section, qui ne se préoccupent en rien des ESU).

Petit à petit je vais devenir un vrai militant, participer à la vie de la section, et la section ESU va prendre un commencement de réalité pour moi. Les actions, la réflexion des ESU sont surtout dirigées, outre l'UNEF, vers l'International ; je me souviens de réunions sur le Mozambique chez Dubar ; mais bien sûr le Vietnam va devenir le point nodal, même si une réunion sur la rationalisation des choix budgétaires, avec Prévost nous laisse un souvenir ébloui (!). Nous apportons aussi la contradiction dans les réunions organisées par Richard Gradel (futur attaché parlementaire de Mauroy), Marc Lech (futur fondateur de l'IFOP), et Jean-Michel Stiévenard (futur maire socialiste de Villeneuve d'Ascq) qui se dépensent pour lancer la Convention des Institutions républicaines chez les étudiants lillois. Nous sommes tous par ailleurs bons camarades, même si ma défense du peuple palestinien fait l'effet d'un pavé dans la mare lorsque Marie-Jo, l'épouse de Gradel, nous parle de son séjour dans un kibboutz dans une réunion entre amis.

En avril ou mai 1967, j'ai la surprise de voir débarquer chez moi Marc Heurgon. Il vient me demander de monter au bureau national de l'UNEF. Je suis tenté, mais je vais me marier fin juin, nous attendons un enfant, et la chose ne se fait pas.

La même année la quasi-totalité de la section ESU, emmenée par Jean-Paul D. passe aux maoïstes (Jean-Paul finira à Humanité Rouge et au PCMLF. ; pour les autres je ne sais pas). Les relations personnelles sont restées bonnes : alors que je recueille des fonds pour « Un bateau pour le Vietnam » (Comité Vietnam National), j'accepte d'héberger les panneaux de propagande dont se servent nos anciens camarades sur le marché au bout de ma rue en faveur des « Comités Vietnam de base », afin de leur éviter d'avoir à les transporter sur de longues distances (les voitures sont alors rares chez les étudiants) ; et la dévolution de la machine à dupliquer à l'alcool appartenant à la section ESU se règle sans drame. Entre temps nous passons des vacances en famille chez des camarades paysans en Alsace ou Périgord.

En fin d'année scolaire 66-67 je recueille de nouvelles adhésions d'étudiants de l'ESJ (École Supérieure de Journalisme de Lille), celles d'Alain Gerber (qui est devenu le romancier et spécialiste de jazz bien connu) et de son ami Didier Pavy, qui deviendra lui journaliste spécialisé sur la Belgique. Rentrée 67-68 : mes nouvelles obligations familiales m'obligent à « gagner des sous », et je m'écarte



de la Fac. Arrive mai 68 : nous vivons les « événements » à deux, Gérard Minet et moi, totalement coupé de la section ESU. Nous nous démenons comme de beaux diables, « tractant » et collant, rasant les murs et pas toujours très rassurés. Un beau jour de mai Umberto Batist m'entraîne à Maubeuge. Arrivé là, il me propulse sur une scène devant une salle noire de monde. Me voilà le représentant des « étudiants en lutte ». Je n'ai aucun souvenir de ce que j'ai bien pu raconter !

Il fallait affirmer notre présence à la Fac, mais les communications étaient inexistantes entre Lille et Paris : pas de matériel à vendre ou distribuer. Je me suis donc rendu au Furet –la « plus grande librairie d'Europe » !-, qui n'avait pas encore fermé, ai acheté tous les numéros disponibles de la revue *Autogestion*, et d'une deuxième dont j'ai oublié le titre, ce qui m'a permis de tenir une table de presse au nom du PSU, dans le hall de la Fac rue Angelier, ma fille de cinq mois dans son landau à mes côtés.

Mais l'armée française ne m'a pas oublié. En septembre, elle me rattrape ; je suis incorporé à Évreux. J'y

reste trois mois pour apprendre l'ordre serré et la radiotélégraphie. La marche au pas entre de force, pas le morse. Et je suis muté à Lille.

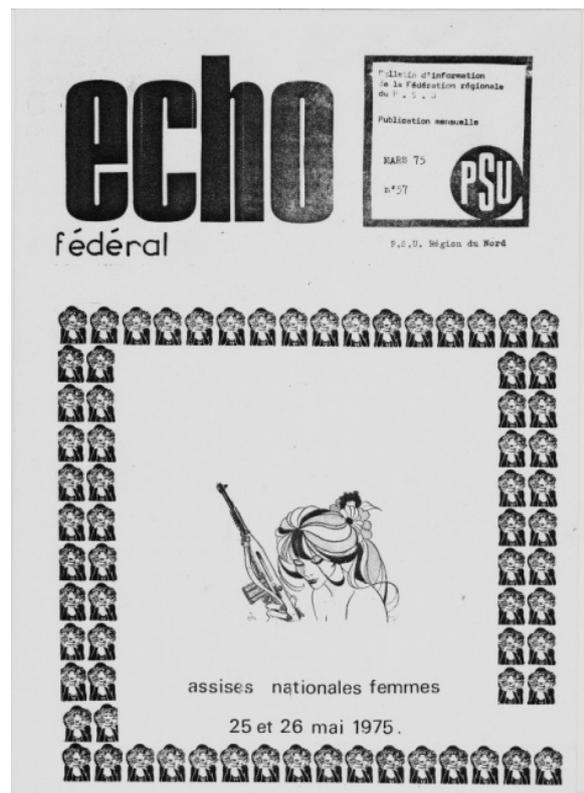
Dès mon arrivée, je deviens une petite attraction : le soldat qui travaille avec l'adjudant de compagnie vient me demander si je m'appelle bien Grelle (j'apprendrai plus tard que c'est un camarade du parti, Pierre Dubois, qui sera par la suite élu maire socialiste de Roubaix). Puis l'adjudant de compagnie en personne vient m'examiner sans un mot, et je suis enfin convoqué par le lieutenant

qui nous commande. Ce dernier m'exhorte à rester tranquille (« quelqu'un comme vous qui a trois licences ! » -il confond licence et certificat de licence). Je promets, ce qui ne m'empêche pas de faire un travail statistique sur les adhérents de la fédération du Nord pendant mes nombreux loisirs remis à Michel Fontès, alors notre secrétaire fédéral. Je lui ai aussi remis un dossier d'enquête sur l'agriculture dans le Nord : il s'empresse d'égarer les deux....

Au retour d'une permission, mes camarades m'apprennent que mon armoire et le bureau où je trie des factures de téléphone ont été visités par la Sécurité militaire. On a coup sûr à coup sûr trouvé *Charlie hebdo* dans mon tiroir, hebdomadaire interdit dans les casernes. Rien d'autre j'espère. Cette visite n'a semble-t-il eu aucune suite.

Libéré en décembre 69, je serai encore inscrit à la fac. Mais je ne participe plus aux activités étudiantes. Je gagne notre vie en qualité de maître auxiliaire de l'éducation nationale, changeant d'affectation chaque année ou presque. C'en est terminé pour moi en ce qui concerne l'UNEF et les ESU.

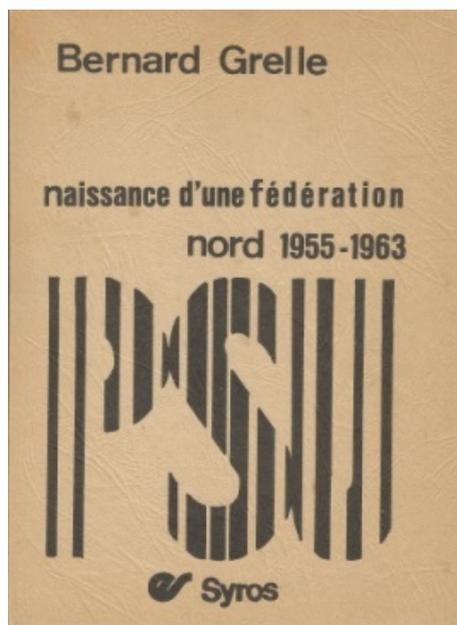
Je participe maintenant activement à la vie de la section, aide Gérard Minet dans sa prise en main de la section de Lille puis de la fédération du Nord, mais les débats théoriques m'ennuient. Je



laisse le plus souvent le soin d'assister aux réunions à mon épouse, pendant que je garde les enfants, en bon militant participant à la libération de la femme. Je préfère tirer des tracts sur la ronéo du parti, ou concocter pour *L'Écho fédéral* des couvertures ou des pastiches publicitaires qui sont acceptés -ou

pas, et concevoir quelques petites brochures éditées par la fédération en reprenant des textes qui me plaisent². Je crée *L'Outil*, un « périodique » où je rassemble tous les tracts qui me tombent sous la main, dans l'espoir (déçu) que l'information circule de sections en sections. Nous assistons en famille aux week-ends de formation de la fédération, en qualité de « à former », même si parfois je deviens formateur, invité au débotté à parler de la charte d'Amiens ou de la conception léniniste du parti, parce qu'un intervenant a fait faux bond. Mais on ne me laissera jamais parler de Rosa Luxembourg.... Il me revient également avoir provoqué, (mais quand ? Je ne m'en souviens plus !), une tentative de rapprochement avec le PWT (Parti Wallon des Travailleurs), et avoir entraîné Gérard Minet, secrétaire

² *L'art à des implications politiques*, reprenant un texte d'un camarade de Nîmes, ou *Connaître l'école maternelle pour savoir la défendre*, ou un texte de Suzanne Citron sur l'histoire par exemple.



fédéral, et un autre camarade -tendance maoïste- à une réunion avec quelques camarades belges. Le tout se termina très vite : l'on m'affirma que d'une part le PWT était par trop trozkiste, et que, de toutes façons, il revenait au National de prendre des contacts internationaux. Dommage...

Je participe aux fêtes du PSU, nous sommes au Larzac avec les enfants, et je suis du pèlerinage pour les LIP à Besançon.

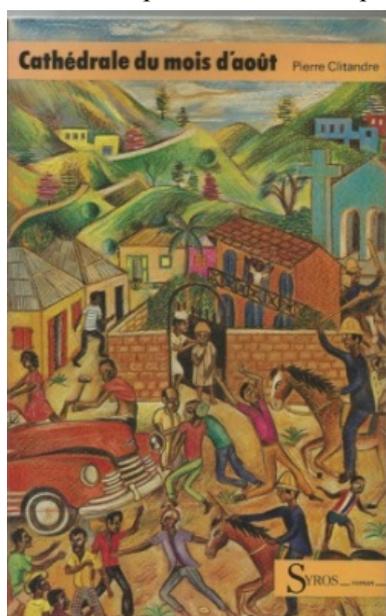
Je soutiens aussi un mémoire de maîtrise sur la naissance de la fédération PSU du Nord, après avoir quémanté auprès d'anciens militants les documents nécessaires, les archives fédérales étant inexistantes. Ces documents ont été confiés aux Archives départementales du Nord, et mélangés -une hérésie archivistique- avec d'autres documents donnés par Michel Mercier, responsable du PSU à Lille dans les années 80. Ce fonds est décrit dans un catalogue mis en ligne par les ADN. Mon mémoire sera édité sous le titre *Naissance d'une fédération* grâce à une souscription et au

travail de notre camarade Daniel Filleben, l'imprimeur de toute l'extrême gauche, des écolos naissants et des farfelus de la région,

En 1974, je suis admis à l'E.N.S.B. (École nationale supérieure des bibliothécaires) de Villeurbanne (où j'aurai une activité très réduite à la section de ville, malgré ce qui est écrit dans la note de présentation du catalogue des ADN mentionné plus haut)). Après l'examen de sortie vient le moment des affectations. J'ai choisi la Bibliothèque Centrale de prêt de la Guadeloupe, mais mon arrêté de nomination tarde à venir. Je suis finalement convoqué à la Direction du Livre. L'inspecteur général Poindron m'annonce que les Renseignements Généraux s'opposent à ma nomination. Après discussion, conciliabule dans les couloirs avec d'autres fonctionnaires, et une promesse -encore une - de me tenir tranquille, monsieur le directeur décide de passer outre l'avis des Renseignements Généraux. J'aimerais beaucoup consulter mon dossier, pour savoir ce qui a tant effrayé la police...

De septembre 1975 à septembre 1981, je dirige la bibliothèque départementale et la bibliothèque centrale de prêts de la Guadeloupe. Tout en assurant le fonctionnement normal de ces établissements, je crée un « Fonds caraïbe », dans mon esprit premier jalon de la future bibliothèque nationale de la Guadeloupe indépendante, sans naturellement expliciter cette idée. Je prépare aussi la visite d'Huguette Bouchardeau (juillet 1981) en organisant une série de rencontres avec les mouvements et organisations de gauche et d'extrême-gauche qui le veulent bien, et fait, avec un camarade PSU, dédoubler les bulletins de vote et les affiches de notre candidate (et ceux du de Brice Lalonde, candidat écologiste, en prime). J'ai la surprise de rencontrer Marc Heurgon, en visite chez un ex-camarade martiniquais, qui vit en Guadeloupe, et de le voir patauger en slip dans un petit torrent de montagne... Grâce à ce même camarade, je fais connaissance et fréquente des Guadeloupéens, membres du GLA, ceux qui se retrouveront en prison, responsables de trois attentats à la bombe, et de l'enlèvement d'une journaliste de FR3, enlèvement qui causera leur perte.

Entre temps, Je signe, à la demande de Maurice Jacquier, un appel pour la commémoration du 40^e anniversaire de la Révolution libertaire et autogestionnaire de Catalogne. J'ai le plaisir d'y rallier un de nos camarades de la section de Lille, ancien des Brigades internationales. S'ensuit une exposition à Pélissane (Bouche du Rhône) en juillet 1976. Exposition que je ne vois naturellement pas.



En septembre 1981, je prends la direction de la bibliothèque de Roubaix. De Guadeloupe, j'avais suivi les activités des éditions Syros, proposant l'édition de plusieurs textes, dont *Cathédrale du mois d'août* du romancier haïtien Pierre Clitandre (Syros, 1982). Je vais pour un temps participer au comité de lecture de cette maison. J'assiste aux réunions de la section de Roubaix, jusqu'au jour de 1983 où un certain nombre de nos camarades annoncent qu'ils rejoignent le PS. Je ne les suis pas, mais c'en est fini pour moi. Malgré tout, je participerai -de loin- aux comités Juquin, et suivrai les efforts des alternatifs, puis de Mélenchon..

Voilà, c'est tout. C'est peu en vingt ans, sans doute ! Mais j'ai une assez mauvaise mémoire, et je n'ai gardé aucun document.



Bernard Grelle